

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DES ALPES MARITIMES

48, Avenue Roi Robert Comte de Provence
06180 NICE CEDEX 2

MARCHE DE SERVICES

**ENLEVEMENT ET TRAITEMENT DES
DIFFERENTS FLUX DE DECHETS ET
DESTRUCTION DES ARCHIVES**

Réf. : 74.05 – 2025

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

Date limite de remise des offres :

Jeudi 16 octobre 2025 à 12h00

Sommaire

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE.....	3
ARTICLE 2 – DUREE DU MARCHE.....	3
ARTICLE 3 – DECOMPOSITION EN LOTS	3
ARTICLE 4 – DECOMPOSITION ET MONTANT DU MARCHE.....	3
ARTICLE 5 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES.....	3
ARTICLE 6 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
6.1 – Etendue et mode de la consultation.....	4
6.2 – Variantes.....	4
6.3 – Mode de règlement du marché.....	4
6.4 – Composition et modification du dossier de consultation.....	4
6.5 – Délai de validité des offres.....	4
ARTICLE 7 – PRESENTATION DES OFFRES.....	5
ARTICLE 8 – MODALITE DE TRANSMISSION DES OFFRES	6
8.1 – Le candidat remet son offre exclusivement par la voie dématérialisée.....	6
8.2 – La signature des documents.....	7
8.3 – Copie de sauvegarde.....	7
8.4 – Date limite de réception des offres.....	8
ARTICLE 9 – EXAMEN ET CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES	8
ARTICLE 10 – DETERMINATION DU PRIX.....	10
ARTICLE 11 – INSTANCES ET VOIES DE RECOURS.....	10
ARTICLE 12 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	11

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation concerne l'exécution des prestations **d'enlèvement et traitement des déchets et l'enlèvement et la destruction des archives** pour la CPAM des Alpes Maritimes :

Lot 1 : Papiers,

Lot 2 : Désarchivage,

Lot 3 : Petits flux,

Lot 4 : Ordures ménagères, emballages, déchets d'équipement électrique et électronique (DEEE).

Tous ces lots sont réservés aux EA/ESAT et aux structures d'insertion par l'activité économiques, conformément à l'article L2113-14.

ARTICLE 2 – DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour une durée d'un an, à compter du 1^{er} janvier 2026.

Le marché pourra être reconduit de façon tacite par périodes successives d'un an, sans que la durée totale du marché ne puisse excéder le 31 décembre 2029.

Le pouvoir adjudicateur prend par écrit la décision de ne pas reconduire le marché par lettre recommandée avec avis de réception trois mois avant l'échéance.

Le Titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction.

ARTICLE 3 – DECOMPOSITION EN LOTS

La consultation est composée de 4 lots :

- Lot 1 : Papiers,
- Lot 2 : Désarchivage,
- Lot 3 : Petits flux,
- Lot 4 : Ordures ménagères, emballages, déchets d'équipement électrique et électronique (DEEE).

ARTICLE 4 – DECOMPOSITION ET MONTANT DU MARCHÉ

Les marchés comprennent une part forfaitaire et une part à bon de commande.

En application des articles L. 2125-1-1°, R. 2162-1 à 6 et R. 2162-13 à 14 du code de la commande publique, l'ensemble des prestations donne lieu à un accord-cadre mono-attributaire.

Lots	Montant annuel minimum	Montant annuel maximum
Lot 1 : Papiers	30 000 € HT	160 000 € HT
Lot 2 : Désarchivage	50 000 € HT	150 000 € HT
Lot 3 : Petits flux	500 € HT	20 000 € HT
Lot 4 : Ordures ménagères, emballages, déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)	40 000 € HT	200 000 € HT

ARTICLE 5 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

Des prestations supplémentaires éventuelles sont prévues pour cette consultation :

- PSE L1 : Lot 1 : Papiers : Centre de Menton
- PSE L4 : Lot 4 : Ordures ménagères, emballages, déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) : Centre de Menton

ARTICLE 6 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

6.1 – Etendue et mode de la consultation

La présente mise en concurrence est soumise aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale et sauf prescriptions particulières de cet arrêté, aux dispositions législatives et réglementaires relatives aux conditions de passation et d'exécution des marchés publics (Code de la Commande Publique).

Le marché est passé sous la forme d'un appel d'offre ouvert dans les conditions reprises aux articles 2124-2 et R.2161-2 à 5 du Code de la Commande Publique.

La publicité du marché a été assurée par un avis d'appel public à la concurrence inséré dans le Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (B.O.A.M.P.), JOUE ainsi que sur le profil acheteur de l'Organisme <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

L'intégralité des lots est réservée aux EA/ESAT et aux structures d'insertion par l'activité économique, conformément à l'article L2113-14.

6.2 – Variantes

Les variantes ne sont pas admises.

6.3 – Mode de règlement du marché

Le paiement est effectué par virement bancaire. Le règlement s'effectue conformément aux articles L.2191-3 à L.2191-31 du Code de la Commande Publique et dans les conditions prévues au CCAP.

6.4 – Composition et modification du dossier de consultation

Le dossier de consultation comporte les documents suivants :

- Le présent règlement de consultation ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Les modèles d'acte d'engagement ;
- Les Détails Quantitatifs Estimatifs (DQE) ;
- Les cadres de réponses technique.

L'Organisme se réserve le droit d'apporter, au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

6.5 – Délai de validité des offres

La durée de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

ARTICLE 7 – PRESENTATION DES OFFRES

Tous les documents constituant ou accompagnant l'offre doivent être rédigés en français ou traduits en français par un traducteur expert près des tribunaux s'ils émanent d'une autorité étrangère.

L'unité monétaire est l'EURO.

Le pli contient les justifications quant aux qualités et capacités du candidat ainsi que l'offre.

Les candidatures seront examinées au vu de l'ensemble des pièces concernant la situation des candidats, et les renseignements nécessaires pour l'évaluation des capacités professionnelles, techniques, économiques et financières à remplir par le candidat.

Le candidat devra produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Présentation des candidatures :

- ♦ **Le Document Unique de Marché Européen au format électronique (e-DUME) (ou DC1 et DC2)** est un formulaire standard de l'Union Européenne pré-rempli sur la base du numéro SIRET du candidat. Il devra être dûment complété et daté. Il permet de :
 - bénéficier d'une reprise des données légales du candidat (raison sociale, numéro de TVA intracommunautaire, adresse, mandataires sociaux), ainsi que des données concernant la taille du candidat et son chiffre d'affaires global,
 - d'attester du respect de ses obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS),
 - d'attester de sa souscription aux assurances appropriées et de l'inscription aux registres du commerce de l'Etat dans lequel il est établi.
 - récupérer automatiquement les attestations à fournir par le candidat lors de la signature du marché s'il en est désigné attributaire.
 - Sa réutilisation sur des procédures de consultation ultérieures.

La transmission du e-DUME ne dispense pas les candidats de fournir l'ensemble des certificats, capacités, agréments, qualifications, attestations qui seraient demandés au stade de la candidature.

- ♦ **En annexe**, le candidat fournit les documents / renseignements suivants **conformément aux articles R.2143-5 à R. 2143-15 du Code de la Commande publique** :
 - le chiffre d'affaire global et le chiffre d'affaire concernant les prestations objet du marché réalisé au cours des 3 dernières années,
 - la liste des principales prestations réalisées au cours des 3 dernières années avec indication du montant, de la date, du destinataire (avec attestation du destinataire si possible),
 - l'attestation d'assurance professionnelle,
- ♦ Si le candidat est en redressement judiciaire, **copie du (des) jugement(s)** prononcé(s)

REMARQUE : Le candidat retenu devra fournir les éléments suivants, à savoir :

- ❖ Attestations et certifications délivrées par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales

- ♦ **Si le titulaire est établi en France**, il fournira en outre les pièces prévues à l'article D.8222-5 du Code du Travail lors de la conclusion du contrat puis tous les 6 mois :

<ul style="list-style-type: none">❖ Attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales datant de moins de 6 mois❖ Attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires❖ Attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1 du Code du Travail (NOTI1)
<p>♦ Si le titulaire est établi à l'étranger, il fournira en outre les pièces prévues à l'article D.8222-7 du Code du Travail <i>lors de la conclusion du contrat puis tous les 6 mois</i> :</p>
<ul style="list-style-type: none">❖ Document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du CGI❖ Document attestant de la régularité de la situation sociale au regard du règlement CEE n°1408/71 du 14 juin 1971❖ Document émanant des autorités tenant le registre professionnel certifiant son inscription❖ Attestation sur l'honneur certifiant de la fourniture aux salariés de bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R.3243-1 du Code du travail.

Conformément à l'article L. 2143-13 du Code de la Commande Publique : les soumissionnaires ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Présentation des offres :

- **L'Acte d'Engagement (AE) dûment complété, par le représentant de l'entreprise habilité pour signer le marché.**
- **Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE).**
Les candidats remettront également le DQE correspondant à leur offre en format EXCEL ou équivalent.
- **Le cadre de réponse technique complété par le candidat.**
- **Toutes justifications jugées nécessaires pour expliciter l'offre.**

ARTICLE 8 – MODALITE DE TRANSMISSION DES OFFRES

8.1 – Le candidat remet son offre exclusivement par la voie dématérialisée

Le dossier contenant l'offre et éventuellement la candidature est à transmettre **exclusivement par voie dématérialisée** sur la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Les formats autorisés pour des documents électroniques transmis sont les suivants : .doc, .pdf, .xls, .pps.

Dans le cas où le format utilisé par les candidats n'est pas celui référencé ci-dessus, concernant notamment l'envoi de plans d'ensemble et de détails, les candidats devront indiquer avec précision à l'organisme le site où il pourra se procurer la visionneuse lui permettant de lire les documents qui lui ont été transmis par la voie dématérialisée.

Aucun envoi par télécopie, courrier ou courriel ne sera accepté.

8.2 – La signature des documents

Les candidats qui signent leur offre dès le dépôt, au moyen d'un certificat de signature électronique, devront respecter les exigences ci-dessous :

- La personne signataire habilitée à engager l'entreprise devra être titulaire d'un certificat de signature électronique. Le certificat de signature doit être conforme au Règlement européen « eIDAS » n°910/2014 du 23 juillet 2014 et à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique ;
- Les frais d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats, tout comme les frais d'accès au réseau ;
- La signature doit être une signature électronique « avancée » reposant sur un certificat qualifié ;
- L'attention des sociétés est attirée sur les délais nécessaires à l'obtention d'un certificat (de 15 jours à un mois au minimum) et de la nécessité d'anticiper cette acquisition. Pour obtenir des certificats de signature électronique conformes, les candidats sont invités à contacter les prestataires de service de confiance qualifiés à les délivrer ;
- Le certificat doit être valide à la date de la signature du document et être établi au nom d'une personne physique autorisée à signer le présent marché ;
- Le candidat permet la vérification de la signature électronique en transmettant les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document et ce, gratuitement ;
- Les formats de signature de référence acceptés sont PAdES, CAdES et XAdES.

Le dépôt des offres dématérialisées sur la plateforme doit s'anticiper car cette opération, selon le poids des fichiers, peut prendre plusieurs dizaines de minutes. Il est rappelé aux soumissionnaires que le pli est réputé accepté lorsque le téléchargement sur la plateforme PLACE est terminé dans le délai de remise des offres et qu'il est réputé non recevable lorsque la fin du téléchargement dépasse ce délai.

Les pièces constituant l'offre et la candidature du soumissionnaire doivent être signées individuellement et électroniquement. Ainsi, l'ensemble des fichiers contenus dans un dossier « zip » doit être signé électroniquement et non le dossier.

La signature manuscrite scannée de document n'a pas de valeur d'original signé : elle ne remplace donc pas la signature électronique.

La signature des documents n'est pas obligatoire au dépôt de l'offre.

Seul le candidat retenu, attributaire du présent marché et représenté par une personne habilitée à engager la société, sera tenu de signer les documents de préférence de manière électronique.

8.3 – Copie de sauvegarde

Pour pallier les éventuelles défaillances de transmission ou la présence d'un programme informatique malveillant dans l'enveloppe transmise par voie électronique, les candidats sont autorisés à effectuer à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (CD ou DVD-rom, clé USB), ou sur support papier.

CPAM des Alpes Maritimes – Règlement de Consultation

La copie de sauvegarde doit être envoyée sous pli scellé avec la mention « Copie de sauvegarde » dans les délais impartis pour la remise des plis.

Il est précisé aux candidats que cette copie de sauvegarde, si elle est transmise dans les conditions précitées, n'est ouverte en lieu et place du pli contenant la candidature et l'offre transmis par voie électronique, que lorsque celui-ci ne peut être ouvert ou contient un programme informatique malveillant.

Les plis contenant la copie de sauvegarde que le pouvoir adjudicateur n'aura pas eu besoin d'ouvrir, seront détruits.

Dans le cas où aucune copie de sauvegarde n'aura été transmise et en présence d'un programme informatique malveillant détecté dans un document électronique relatif à la candidature et/ou à l'offre, la candidature ou l'offre contenue dans le document électronique concerné sera alors considérée comme irrecevable en raison du caractère techniquement inexploitable.

Attention : les candidats devront préalablement veiller à ce que le fichier constitutif des plis comportant leur candidature et leur offre ne contienne pas de virus (contrôle anti-virus à jour).

La copie de sauvegarde et les échantillons devront être envoyées à l'adresse suivante :

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DES ALPES-MARITIMES
SERVICE ACHATS ET STRATEGIE IMMOBILIERE
48, Avenue Roi Robert Comte de Provence
06180 NICE CEDEX 2**

Avec la mention :

Nom de l'entreprise : ...

« Copie de sauvegarde »

MARCHE D'ENLEVEMENT ET TRAITEMENT DES DIFFERENTS FLUX DE DECHETS ET
DESTRUCTION DES ARCHIVES

Lot n° ...

74.05 – 2025

8.4 – Date limite de réception des offres

LA DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES EST FIXEE AU :

JEUDI 16 OCTOBRE 2025 A 12H00

ARTICLE 9 – EXAMEN ET CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES

Le choix de l'entreprise sera effectué en tenant compte uniquement des offres remises par les candidats avant les date et heure limites fixées.

La commission d'examen des marchés examine ensuite les offres des candidats admis et élimine les offres non conformes à l'objet du marché.

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues dans aux articles L2152-7 et L2152-8 du Code de la Commande Publique : **Offre économiquement la plus avantageuse.**

Seront pris en compte les critères suivants :

❖ **LOT 1 : Papiers / LOT 2 : Désarchivage / LOT 4 : Ordures ménagères, emballages, DEEE**

Critère n°1 – 60% : Prix

Le total du DQE sera pris en compte pour la notation du critère prix :

La note maximale de 10 points sera attribuée à l'entreprise la moins disante, les autres sont notées en appliquant la formule suivante :

Note du prix = $10 \times (\text{prix de l'offre moins-disante} / \text{prix de l'offre})$.

Critère n°2 – 30% : Valeur technique de l'offre

Ce critère sera jugé par référence au cadre de réponse technique et ses annexes

Les points suivants seront pris en compte :

Critères	Sous-critères	
Valeur technique 30%	10%	Les moyens humains et matériels dédiés au marché
	15%	L'organisation de la prestation, process d'enlèvement et de traitement
	5%	Fonctionnalité espace en ligne

Critère n°3 – 10% : Impact environnemental

Critères	Sous-critères	
Développement durable 10%	5%	Moyens mis en œuvre pour valoriser écologiquement le traitement et transport des déchets
	5%	Qualité de l'intégration de l'impact environnemental dans le reporting. Le candidat présente un exemple de reporting « bilan carbone ».

❖ **LOT 3 : Petits flux**

Critère n°1 – 60% : Prix

Le total du DQE sera pris en compte pour la notation du critère prix :

La note maximale de 10 points sera attribuée à l'entreprise la moins disante, les autres sont notées en appliquant la formule suivante :

Note du prix = $10 \times (\text{prix de l'offre moins-disante} / \text{prix de l'offre})$.

Critère n°2 – 30% : Valeur technique de l'offre

Ce critère sera jugé par référence au cadre de réponse technique et ses annexes

Les points suivants seront pris en compte :

Critères	Sous-critères	
Valeur technique 30%	5%	Les moyens humains et matériels dédiés au marché
	10%	L'organisation de la prestation, process d'enlèvement et de traitement
	5%	Fonctionnalité espace en ligne
	10%	Typologie et esthétique des contenants proposées

Critère n°3 – 10% : Impact environnemental

Critères	Sous-critères	
Développement durable 10%	5%	Moyens mis en œuvre pour valoriser écologiquement le traitement et transport des déchets
	5%	Qualité de l'intégration de l'impact environnemental dans le reporting. Le candidat présente un exemple de reporting « bilan carbone ».

Le barème de notation sera le suivant :

Valeur technique excellente : 10 points ; très bonne : 9 points ; bon : 7 à 8 points ; moyen : 5 à 6 points ; passable : 3 à 4 points ; insuffisant : 1 à 2 points; nulle : 0 point.

Le pouvoir adjudicateur attribue provisoirement le marché à l'offre la mieux classée sur la liste, le choix devenant définitif lorsque le candidat retenu a justifié de sa régularité sociale et fiscale.

Si le candidat retenu ne satisfait pas, dans les délais, à l'obligation de production des attestations, le marché est attribué par le pouvoir adjudicateur au candidat classé en seconde position sur la liste et ainsi de suite.

ARTICLE 10 – DETERMINATION DU PRIX

Les marchés sont pour partie à prix forfaitaire et à prix unitaires pour la partie à bons de commande.

Dans le cadre d'une reconduction du marché, les prix seront révisés semestriellement à partir du premier jour du mois civil suivant l'échéance.

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'acte d'engagement, le soumissionnaire prendra soin de signaler par écrit à l'organisme toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans l'exécution prévue.

En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du dossier de consultation des entreprises pour justifier une demande de supplément.

ARTICLE 11 – INSTANCES ET VOIES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours : pour les Alpes Maritimes il s'agit du T.G.I. de Marseille :

**Tribunal judiciaire de Marseille
6, rue Joseph Autran
13 006 MARSEILLE
☎ 04 91 15 50 50**

Les candidats peuvent, s'ils le souhaitent, exercer les recours suivants :

- Référé pré-contractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature en cas de manquement à une obligation de publicité et de mise en concurrence (article 1441-1 du Nouveau Code de Procédure Civile)
- Tout intéressé dispose d'un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution du contrat, pour contester un manquement éventuel aux obligations de publicité et de mise en concurrence, dans le cadre d'un référé contractuel (article 11 de l'ordonnance n°2009-515), sauf pour le requérant à avoir saisi le juge du référé précontractuel. Ce délai est prorogé jusqu'à l'échéance d'un délai de 6 mois à compter de la conclusion du contrat en l'absence de publication de l'avis d'attribution susmentionné.

ARTICLE 12 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les questions devront être obligatoirement formulées sur <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Les renseignements complémentaires sont envoyés aux candidats qui les demandent en temps utile au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres telle que fixée ci-dessus.

Afin de respecter l'égalité des candidats devant l'accès à l'information, toute demande de renseignement recevable formulée par un candidat, sous réserve que cette demande ne contienne pas d'informations qui relèveraient du secret industriel et commercial ou de la vie privée, ainsi que la réponse qui lui est transmise, le sera aussi auprès des autres candidats.

Toute demande de renseignement complémentaire sera considérée comme irrecevable dès lors qu'elle sera formulée verbalement ou réceptionnée par voie épistolaire ou électronique dans le délai de 6 jours que doit respecter le pouvoir adjudicateur pour transmettre ces renseignements complémentaires.

mail : marches.cpam-alpes-maritimes@assurance-maladie.fr